

dernièrement payé 9 p. 100, sans compter les commissions versées aux courtiers. Les provinces doivent payer 10, 11 ou 12 p. 100; le gouvernement fédéral ne s'en émeut pas. Le premier ministre du Québec est actuellement à New York, à genoux devant des financiers américains, leur demandant de faire des investissements nouveaux dans la province de Québec. Il existe 250,000 chômeurs, intelligents, travailleurs, courageux, et on les laisse à ne rien faire. On va s'agenouiller à New York, devant les financiers et on leur demande de nouveaux crédits, afin de procurer du travail aux citoyens, alors que—et c'est une obligation de plus en plus évidente—nous pourrions utiliser des crédits émanant de la Banque du Canada, sans faire fonctionner les machines à imprimer l'argent. Ces crédits serviraient à financer la province de Québec, qui désire se développer, de même que les autres provinces. A ce moment-là, nous réaliserons l'unité, au Canada, parce que l'identité de chaque province sera respectée. C'est ce qui manque, actuellement.

On dit à la Colombie-Britannique qu'on la taxera, en vue d'aider une province plus pauvre. On enlève de l'argent à ceux qui en possèdent, pour en donner à ceux qui n'en ont pas. Belle solution! La même chose existe en Russie, en Tchécoslovaquie, etc. Voilà leur politique. Nous assistons à la même chose, au Canada, pays libre. Certains citoyens ne comprennent encore rien à cela. Quand nous parlons du secteur public, les gens disent: Tiens, ce sera du socialisme. Tout le monde sera nationalisé. Il n'y a pas de nationalisation. Quant au secteur privé, nous le laissons à l'entreprise privée, et les financiers de l'entreprise privée, s'ils disposent de fonds, pourront les utiliser pour agrandir leurs entreprises. Actuellement, le gouvernement, grâce aux taxes, soutire de l'argent de l'entreprise privée, pour financer le secteur public. Alors, on enlève autant de crédit à l'entreprise privée; on paralyse l'économie canadienne par des taxes trop élevées, par de nouvelles taxes comme celle sur laquelle on s'est prononcé hier. La taxe temporaire de 3 p. 100 existe depuis 1968. Elle devait être appliquée pendant un an. On nous demandera encore de l'adopter l'an prochain.

Certains ne font pas encore de distinction entre l'entreprise privée et le secteur public. Quant au secteur public, même les députés libéraux reconnaissent que notre attitude est assez logique. Récemment, le premier ministre (M. Trudeau) était en voyage—avant son voyage de noces—consentant des prêts de \$8,500,000 sans intérêt, pour une période de cinquante ans, avec dix années de grâce, ce qui fait soixante ans. Le premier ministre aura 112 ans, quand ces pays-là commenceront à nous rembourser, sans intérêt. D'ici-là, on nous dit simplement que ces pays, avec nos crédits, vont acheter des produits chez nous, ce qui va créer des emplois.

● (5.50 p.m.)

Comme si des crédits semblables, consentis aux municipalités, aux commissions scolaires, aux provinces, ne créeraient pas d'emplois chez nous, au bénéfice des nôtres.

Je répète que nous n'avons aucune objection à aider les pays sous-développés, mais il existe des municipalités sous-développées au Canada, en Gaspésie, par exemple, où l'on oblige les gens à quitter de petites paroisses, après y être nés, il y a 60, 70 ou 75 ans. On leur dit, aujourd'hui, qu'ils doivent déménager, s'ils veulent que le gouverne-

ment les aide. On les déménage, ce sont de petits endroits où ils ont connu la misère pendant de trop nombreuses années. Nous le savons, et nous le disons. Pourquoi n'aide-t-on pas ces petites municipalités ou ces régions de la même façon qu'on aide les autres pays, l'Inde, le Pakistan, les pays d'Afrique, les pays d'Amérique Centrale ou d'Amérique Latine, la Malaisie, le Ceylan, etc.

Si des crédits sans intérêt sont bons pour ces pays, pourquoi ne le seraient-ils pas pour nous, au Canada.

Récemment, à propos du secteur public, un échevin de la ville de Hull, l'échevin du quartier Tétreault, présentait une motion à l'effet que la municipalité devrait demander au gouvernement la permission d'emprunter de l'argent sans intérêt de la Banque du Canada. Voici ce que M. Villeneuve disait, et je cite:

Je ne veux pas que les citoyens paient pour un régime financier périmé, archaïque et désuet.

Et M. Villeneuve avait raison. M. Villeneuve avait expliqué que si le gouvernement fédéral pouvait prêter sans intérêt pour des périodes de plus de 50 ans—420 millions à d'autres pays—il ne voyait pas pourquoi le gouvernement central n'aurait pas d'argent à mettre au service des municipalités, aux mêmes conditions. Un journal a rapporté ce qui suit:

La thèse de M. Villeneuve a été contestée, très contestée même. «Mais qu'arriverait-il si la Banque du Canada décidait d'imprimer de l'argent et de consentir des prêts sans intérêt à toutes les municipalités?»

«En consentir à tous les pays du monde,» celui qui a posé la question comprend cela. Mais en prêtant à la ville de Hull, le citoyen ne comprend pas cela, dans le quartier Tétreault. Ses gens sont en train de se faire dévorer par les rats, sur les bords de la rivière Outaouais. Cela, ils le comprennent, mais des prêts sans intérêt pour les sortir du marasme financier dans lequel ils sont, on ne comprend pas cela dans le quartier Tétreault, à Hull, de l'autre côté de la rivière. Je continue de citer:

...Ça ne pourrait pas marcher», a lancé un contribuable... «C'est ridicule votre affaire», de dire un autre... «L'arène politique municipale n'est pas un endroit pour défendre vos thèses politiques fédérales ou provinciales»...

Ça c'est un autre citoyen. Ce n'est pas un endroit où on doit parler de gouvernement provincial ou fédéral. Pour la ville de Hull, téter le provincial ou le fédéral, c'est normal, les citoyens comprennent cela. Il s'agit d'un citoyen du quartier Tétreault, à Hull. Seulement, il arrive que je demeure moi-même dans cette ville. Je ne les ai pas encore tous convaincus. J'ai pu le constater dans le journal *Le Droit*, cette semaine. Un autre dit: C'est inutile d'y penser, ça ne marchera pas.

A Hull, on vient de hausser le taux de taxe de \$4 par \$1,000 d'évaluation. Cela, les Hullois le comprennent. Mais regardez s'il y en a un d'intelligent, mais je ne sais pas qui, car si je connaissais son nom, je le nommerais. Écoutons-le bien. Pour ne pas imposer une taxe de \$4 immédiatement, parce que cela choque un peu les contribuables du quartier Tétreault, de même que d'autres quartiers de Hull, il propose ce qui suit:

—Pourquoi ne pas nous appliquer, graduellement, l'augmentation de la taxe? Il me semble qu'il serait plus raisonnable d'augmenter la taxe de \$1 le mille par année.